

Réponse à l'enquête du Débat "Y-a-t-il encore des idées de gauche"  
par Alain LIPIETZ\*

---

### **CHANGER DE PARADIGME**

Fidèle à sa mission, Le Débat soumet la gauche à son check-up triennal. Ayant eu, pour ma part, l'honneur de donner mon diagnostic dès Janvier 1981 (Cf. Le Débat n°13), puis de suivre le malade dans son agonie (L'audace ou l'enlisement, la Découverte, 1984), je ne puis que constater l'effondrement définitif de ce que j'appelais "les trois piliers de la vieille alliance progressiste, progrès technico-industriel = progrès du bien-être social = progrès de l'Etat". J'en avais donné alors les raisons. Ce noyau dur de l'idéologie de la gauche issue de la Résistance n'a connu le succès, la crédibilité que l'on sait, que par sa résonance avec le modèle de développement effectivement à l'oeuvre dans l'Après-guerre, modèle que les économistes appellent "fordien", les politologues "compromis social-démocrate". La gauche ne faisait que porter à l'extrême la logique de ce modèle.

Or la base même de celui-ci s'est effritée, du côté de l'économique avec la crise, du côté de l'idéologie avec la montée des aspirations à l'autonomie, après 1968. Arrivée au pouvoir, la gauche n'a su prendre en compte ni l'un ni l'autre. La crise du travail et la contrainte internationale ont paralysé ses projets de relance productive, tirée par la consommation et guidée par l'Etat (via les nationalisées). Et l'ouverture (tardive) aux aspirations libertaires est entrée en contradiction avec les traditions des lobbys traditionnels des partis de gauche.

Un exemple : l'école laïque. Toute la génération post-68 s'était politisée dans la lutte contre "l'Ecole des flics et des patrons". Occasion d'un vrai débat (qui eut d'ailleurs lieu dans ces colonnes), du type "Milner versus Legrand". Mais les militants exigèrent la relance d'un autre débat, complètement périmé (sauf dans quelques provinces) : la Laïque ou la Privée. Défaite sur toute la ligne : 1 - L'Ecole privée arracha le titre "d'Ecole

Libre", elle qui n'est après tout que celle où "les gosses sont tenus et où il n'y a pas d'immigrés". 2 - Non seulement elle garda l'essentiel de ses prérogatives, mais ses valeurs (ordre, étude et discipline) redevinrent les valeurs officielles de la laïque.

Relevons cependant une petite injustice du questionnaire du Débat : la gauche au pouvoir aurait attendu les années 80 pour brader l'anti-impérialisme. Allons ! Pisani a quand même fait plus pour le peuple kanak que Guy Mollet pour le peuple algérien, malgré ses pleins-pouvoirs.

Non, si la gauche est "mollétisée", c'est bien avant tout dans le domaine de l'économie. C'est l'acceptation acritique (avec il est vrai la caution de l'écrasante majorité des intellectuels) du nouveau modèle de développement que les "lois inéluctables" (de l'économie, de la contrainte extérieure, du progrès, de l'histoire, etc..) imposent à toutes et à tous, indépendamment des "choix démocratiques" aujourd'hui sans portée. Le P.S appelle cela "culture de gouvernement". Robert Lacoste eût dit "Culture de Gouvernement Général"...

Il faut dire qu'en face ça ne va guère mieux. La droite a raté sa "révolution libérale". Elle pouvait jouer les "droits de l'individu" contre la justice sociale administrée par l'Etat. De brillants intellectuels lui peaufinaient les arguments : "contre le fléau de Bien, l'Etat minimal", etc... Las ! De la patrie américaine venaient les pires exemples : la Cour Suprême confirmait en 1986 que la loi peut interdire la fellation entre époux... Et la Chiraquié de surenchérir aussitôt dans le maillage du piéton, la chasse au faciès, à prévention du "danger moral" à errer du côté de la FNAC-Châtelet, etc...

Un modèle au sein duquel se démarquaient "la droite" et "la gauche" est mort : et il semble ainsi qu'il n'y ait plus de gauche (ni de droite). Mais la rémanence d'un plus vieux modèle (celui que mirent en place les libéraux du XVIIIème siècle contre l'Ancien Régime) nous rappelle aujourd'hui qu'il y a bien une droite éternelle (et donc une gauche éternelle pour la combattre). La gauche n'a plus de présent, elle a un passé, il lui faut bâtir un avenir.

"Bâtir un avenir", ce n'est pas simplement "reprendre le pouvoir". C'est réussir à nouveau l'opération de 1945 : offrir à la nation un nouveau modèle de développement, une nouvelle forme de consentement sur les valeurs pour lesquelles on vit en société. Un modèle dans lequel la droite elle-même devrait s'inscrire, comme elle accepta jadis la République, le suffrage universel et l'Etat Providence. Les épistémologues disaient "un nouveau paradigme" de socialité.

Ce nouveau paradigme ne peut plus s'ancrer sur le "produire et distribuer" cher à François Mitterrand, ou plutôt il ne peut plus s'articuler sur le "combien" mais sur le "comment", sur "l'avoir" mais sur "l'être". "Autonomie" et "solidarité" définissent sa tension interne, "démocratie" le principe régulateur de cette tension.

En un sens, la gauche repartira vers le futur en se ressourçant à son passé : la révolution démocratique des droits de l'homme. Mais pour cette révolution que les libéraux ont mise en cage, isolant le social (démocratique) et le privé (l'usine, la famille, où règnent le patron et le père), opposant méritocratie et laissés-pour-comptes, la gauche nouvelle doit reprendre le combat de la citoyenneté, avec les immigrés dans la nation, avec les travailleurs dans l'entreprise, avec les femmes dans la maison et dans tous les aspects de la vie. Et comme la démocratie délégative s'est figée en bureaucratie, il lui faut réinventer une démocratie participative.

Mais la gauche se doit aussi de répondre à l'échec précis de son présent : à la crise du modèle fordiste. Et cela signifie concrètement :

- transformation des rapports entre les personnes dans le travail, vers une plus grande maîtrise des producteurs sur leur activité ;
- réduction de la part du temps consacré au travail salarié, et par conséquent recul des rapports marchands dans la consommation et les loisirs, au profit de la création libre ;

- choix systématique des technologies les plus écologiques, c'est-à-dire les moins prédatrices par rapport aux ressources naturelles, recyclage et restauration la plus intégrale possible des sous-produits de l'activité humaine, des friches naturelles et urbaines, etc...
- transformation des formes de solidarité au sein de la collectivité nationale, d'une répartition purement monétaire vers la subvention d'activités auto-organisées et à utilité sociale négociée.

Ces valeurs, ce projet, ce paradigme sont déjà portés, en Allemagne par les Verts et une partie du SPD, aux Etats-Unis par les "Radicals" et une partie des Démocrates. en France, la gauche Etatiste du Programme Commun, puis un PS "attrape-tout-mais-ne-débat-de-rien", ont, semble-t-il étouffé toute discussion sur le projet. Pourtant le choix est clair. Ou bien la gauche représentera une variante plus ou moins radicale ou modérée de ce nouveau paradigme "Eco-social". Et pour cela on ne peut compter sur le seul PS (encore moins sur le PCF). Il faudra qu'apparaisse, en France ainsi, un pôle "Vert-Alternatif". Ou bien un PS hégémonique occupera l'aile gauche (c'est-à-dire modérée, humanisée) du projet libéral-productiviste des émules de Reagan.

Il est plus tard qu'on ne le pense...

Alain LIPIETZ